

L'info Luttes 76

N°5 - MARS 2025 | infoluttes76@orange.fr

**SUPPLÉMENT
COMITÉ GÉNÉRAL UD**

14 JANVIER 2025 À DIEPPE

**ILS FONT L'ACTU
RETRAITÉS MOBILISÉS**

ACTION 20 MARS 2025 À CAEN

**DÉCRYPTAGE
SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

LA JUSTICE CONDAMNE SAIPOL



SOMMAIRE



PAGE 4

Actualités

Edito	2
ça s'est passé	3
Ils font l'actu	4
Action 22 mars	5
Régularisation sans papiers & apprentis	10



PAGE 5

Les immanquables

Dossier retraite	11
Décryptage	12
L'interview	13
Actu internationale	14
L'agenda	15

ÉDITO



Face à la trahison, la mobilisation !

Retraite, sécurité sociale, salaire, temps de travail... En 80 ans le patronat aura repris tous les conquits du Conseil National de la Résistance, aidé en cela par des élus à la solde de quelques multimilliardaires.

Le ton est donné, la propagande de guerre ne fait que commencer et, avec elle, les propositions délirantes d'attaques contre les travailleurs.

Le président du Conseil d'Orientation des Retraites déclarait qu'avec la hausse des dépenses militaires à venir, il n'était plus question d'aménager la réforme des retraites de 2023, mais bien de la durcir considérablement.

En ce sens, Patrick Martin, le président du MEDEF a fait part de son admiration pour la Première ministre danoise qui a accéléré le passage à la retraite à 70 ans au nom de l'effort de guerre.

Bayrou en décrétant une fin de non-recevoir sur la possibilité d'un retour à 62 ans de l'âge légal de départ, torpille les discussions avec les organisations syndicales et donne un blanc-seing au patronat. En guerre il faut se serrer la ceinture et ce sont les travailleurs qui en paieront l'addition.

Augmentation du temps de travail, baisse des salaires, c'est bien la préoccupation centrale du patronat qui espère surtout bénéficier d'une main-d'œuvre toujours plus flexible et à bas prix et détruire les droits syndicaux.

Par la même occasion, les patrons savent qu'une augmentation du temps de travail permet de diminuer le nombre d'emplois, puisque chaque travailleur prend le travail de quelqu'un d'autre, et ainsi d'augmenter le nombre de privés d'emploi... C'est aussi un moyen d'un rapport de force pour les patrons à l'embauche.

Cette campagne contre les travailleurs a au moins le mérite de la clarté. Elle montre la signification profonde du réarmement, du « patriotisme » et de ce qui nous attend, si on ne s'y oppose pas.

Les États préparent la guerre entre les peuples, le patronat nous mène la guerre sociale. Les travailleurs doivent résister et refuser d'être les sacrifiés des guerres des capitalistes !

Comme nous l'avons rappelé lors de notre Comité Général, la réponse viendra de la mobilisation du plus grand nombre à commencer par nos syndiqués. Dès à présent, allons à leur rencontre, engageons le débat, construisons l'indispensable résistance.

David RUIS
Membre bureau UD 76



ÇA S'EST PASSÉ

LA CGT S'ADRESSE AUX ÉTUDIANTS

Jeudi 16 janvier, de 7h30 à 9h30, au terminal du métro Technopôle, une dizaine de camarades du Collectif Services Publics de l'UD et des UL de Saint Étienne du Rouvray, de Quevilly-Couronne et de Rouen, ont diffusé plus de 800 tracts aux étudiants, lycéens et apprentis ainsi que des guides pour les apprentis (environ 150).

L'objectif de cette matinée était de faire connaître la CGT auprès des jeunes et leur transmettre nos revendications sur l'Université et des informations sur les droits des apprentis.

Une initiative à renouveler.



NAO : LES SALARIÉS VEULENT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Alors que les grands groupes réalisent des bénéfices records, les salariés refusent l'aumône; comme chez Thalès, avec des profits records de 12% et des dividendes de 15% depuis 2022. Au final c'est 700 millions € versé pour l'exercice 2024, alors que le groupe limite au minimum les augmentations de salaires dans ses sociétés.

C'est pourquoi, fin janvier, quasiment tous les sites sont entrés en mouvement avec des réunions d'information, tractages, sondages. Finalement, plus de 2000 salariés sur tous les sites de Thales seront mobilisés, dont beaucoup d'ingénieurs et cadres. **Malgré la mobilisation, la Direction campe sur 1,5% d'augmentation. Pas assez pour les salariés qui ont décidé de poursuivre la grève dès le 15 mars.**



C8 ARRÊT DE C8 : RÉTABLIR LA VÉRITÉ !

Depuis le 28 février, les chaînes de la TNT, C8 et NRJ12 ont cessé d'émettre. Les cris d'orfraie des droites et de l'extrême droite, contre ce qu'ils appellent «une atteinte à la liberté d'expression» méritent une petite mise au point.

Il convient de rappeler que les canaux de la TNT n'appartiennent pas aux chaînes, mais au domaine public. Leur occupation est soumise à autorisation délivrée par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) qui se base sur un cahier des charges précis. Y figurent, entre autres, des quotas de programmes inédits à respecter, le pluralisme des courants de pensée et d'opinion, le respect de la dignité...

La suspension de C8 par l'ARCOM (comme NRJ12) n'est en fait que la conséquence des manquements répétés de la chaîne à ses obligations.

Le groupe Bolloré ne peut plaider la surprise : pas moins de 28 sanctions ont été prononcées contre C8 avant d'en arriver là.

A lui seul, l'animateur fétiche de Bolloré, est responsable de 7,6 millions d'euros d'amende.

La «liberté» selon l'extrême droite n'est rien d'autre que le paravent de l'intolérance, comme lorsqu'elle détourne la «laïcité» au service de son projet raciste.

Pour rappel des formations vous sont proposées concernant la lutte contre les Idées d'extrême droite.

ILS FONT L'ACTU

RETRAITÉS MOBILISÉS LE 20 MARS



Cela fait plus d'une décennie que les retraités sont désignés comme responsables de tous les maux de la société. Les stigmatiser devient un sport gratifiant pour les libéraux de tous poils qui ne supportent pas qu'il puisse y avoir des personnes considérées « improductives ».

Désormais, la surenchère est de mise, il faut faire payer les retraités qui, selon le Premier ministre Bayrou, seraient responsables de la moitié du déficit de la France. Mais c'est oublier un peu vite les méfaits de la politique menée par le ministre, puis le Président Macron et ses gouvernements. **Pour l'Union confédérale des retraités CGT, c'est toujours NON à la réforme des retraites !**

La réalité des retraités n'est pas celle que l'on veut bien nous montrer dans les médias : 2 millions de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté et 60 % touchent une pension inférieure au Smic.

Les hausses annoncées des prix de l'électricité, du gaz, des cotisations mutualistes, des assurances et des produits alimentaires ne vont pas arranger les choses.

C'est la raison pour laquelle, l'Union confédérale des retraités CGT exige l'augmentation immédiate de 10 % de toutes les pensions et de 300 € du minimum contributif (Mico) et du minimum garanti (Miga fonction publique). Ces revendications sont pleinement justifiées par les pertes subies au cours de ces dernières années.

L'action du 20 mars doit être un moment privilégié pour appuyer la confédération lors des rencontres actuelles concernant l'abrogation de la réforme des retraites.

Si le 20 mars est essentiellement axé sur la sécurité sociale, il est également un point d'appui pour rappeler nos revendications en matière de santé et d'augmentation des retraites (**notre revendication : + 10%**).

MOBILISATION LE 20 MARS À CAEN : ENCORE QUELQUES PLACES DE DISPONIBLES

DÉPARTS DES CARS :

LE HAVRE/HARFLEUR : 8h30 Place d'Armes
8h45 au Pont de Normandie

GRAND QUEVILLY : Cinéma Gaumont 8h30

SAINT LEGER DU BOURG DENIS : 8h00 (Impasse des Tilleuls) avec arrêt au Trait à 8h30 LE TRÉPORT (devant la Mairie) 7h00. - Arrêt à Dieppe 7h45 (Gare)

Pensez à arriver 1/4 h avant le Départ.

**Petite restauration possible sur place.
Départ de l'ARS de CAEN : 15h00**



LE 22 MARS NÉS ICI OU VENUS D'AILLEURS, UNIS CONTRE LE RACISME !



JOURNÉE INTERNATIONALE
pour l'élimination de
la discrimination raciale

**né·es ici ou
venu·es d'ailleurs**
l'égalité des droits,
c'est pour toutes et tous !

LE 22 MARS, journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, pour un autre projet de société, humaniste, solidaire et égalitaire. La CGT et de nombreuses associations anti racistes appellent à la mobilisation.

Nous voulons, pour nous comme pour nos voisin·e-s, collègues de bureau, d'atelier, nos camarades d'amphi, pour notre médecin, notre boulangère, pour la copine ou le copain de classe de nos enfants... une réelle égalité des droits.

Nous ne concevons pas la société autrement que dans la fraternité qui est marquée sur le fronton des édifices publics, aux côtés de la liberté et de l'égalité. Nous ne concevons pas la société autrement que rassemblée par l'accès effectif à tous les droits, pour toutes et tous.

Les comportements racistes et xénophobes sont le quotidien pour tant de personnes aujourd'hui, du fait de leur origine, de leur couleur de peau, de leur religion. Les actes violents se multiplient, faisant vivre dans la peur, la souffrance, l'injustice d'un quotidien de discriminations.

Il suffit par exemple de reprendre les déclarations de Retailleau quand il siégeait au Sénat : « non inscription de l'IVG dans la constitution, retour à la semaine de travail à 39h, recul à 65 ans pour le départ en retraite, opposition à toute hausse d'impôt pour les plus riches, réduction des effectifs dans les hôpitaux et dans toute la fonction publique... »

L'actualité, lourde de menaces contre les étrangers, est une porte d'entrée à la remise en cause de l'Etat de droit et menace toutes les libertés fondamentales de toutes et tous !

Les discours de ministres des dirigeants du Rassemblement National, alimentent la décomplexion de la violence des militants d'extrême droite, notamment dernièrement contre des militants CGT à Paris et à Lyon.

**NE NOUS LAISSONS PAS INTIMIDER,
RASSEMBLONS-NOUS POUR L'UNITÉ DES
TRAVAILLEURS, POUR L'ÉGALITÉ DES
DROITS ET LA DÉFENSE DES LIBERTÉS !**

DIEPPE 17H PLACE DU PUIITS SALÉ

FÉCAMP 11H PLACE HÔTEL DE VILLE

LE HAVRE 15H DEVANT L'UNIVERSITÉ

ROUEN 15H PLACE ST SEVER



COMITÉ GÉNÉRAL UD 76

LE 14 JANVIER 2025 À DIEPPE

« Nous ne sommes pas assez révolté.e.s et nous ne le serons jamais assez » !

C'est par cette citation d'Angéla Davis, que Christophe Callay conclut sa courte introduction.



L'occasion pour notre Secrétaire Général de revenir sur une première moitié de mandat qui n'a pas été de tout repos et d'égrener les initiatives prises :

- 78 actions de luttes et d'initiatives
- 26 réunions de la commission exécutive
- De très nombreuses réunions de nos collectifs, qui ont su travailler, impulser et organiser de nombreuses actions.
- De multiples participations aux instances démocratiques de toutes nos structures CGT du département, notamment syndicats, ULs, Unions Professionnelles, avec parfois pour certaines des aides apportées à leur bonne organisation.
- De multiples réunions en intersyndicales, ou encore avec les représentants en territoire des services de l'Etat, de la région, du département, et des élus politiques locaux, pour porter nos revendications et intervenir aussi sur certains dossiers.

- Des actions, des luttes, des initiatives, des échanges... tout cela, dans le respect des décisions de nos orientations de congrès, pour faire avancer nos positions CGT et tenter de gagner sur nos revendications, au bénéfice des salarié.e.s, privé.e.s d'emploi, retraité.e.s et la jeunesse.
- Nous avons aussi travaillé, avec beaucoup d'orgas CGT à la réussite des élections professionnelles lors du cycle 4 qui vient de se clore avec les élections TPE...

Par la suite les responsables de collectifs ont pu rendre compte de l'activité de ces différents espaces de travail.

Ci-dessous et sans être exhaustif quelques morceaux choisis...

La situation internationale fut bien sûr à l'ordre du jour avec notamment une pensée particulière pour Mayotte. L'élection de Trump a suscité des débats avec des inquiétudes partagées sur la stabilité du monde.

L'occasion de revenir sur l'industrie. Le bilan du 12 décembre comptabilise autour de 700 participants aux différentes mobilisations organisées dans le département.

Cette journée a eu un bel écho dans la presse ce qui a replacé la question industrielle dans le débat public aux regards des 300 PSE recensés nationalement, tout en pointant la nécessité de mesures d'urgences.

Ce qui se passe aujourd'hui est la preuve évidente que ce ne sont pas les cadeaux fiscaux, les réformes régressives de l'assurance-chômage, des retraites, les aides publiques et les exonérations de cotisations sociales, ou encore la casse des conventions collectives, qui font des politiques de développement industriel et de création d'emplois.

C'est une vérité brutale : la casse de l'industrie et la casse des services publics ne sont pas des coïncidences, mais les 2 faces d'une même médaille.

C'est un choix de société, une politique où tout est soumis aux intérêts financiers : délocalisation pour maximiser les profits, privatisation des services publics pour engraisser les actionnaires.

D'autres solutions existent pour réindustrialiser et garantir la souveraineté nationale à condition de prendre en compte et mettre en place un plan d'urgence à partir des propositions alternatives que la CGT porte depuis des années, au travers d'une toute autre logique.

Pour l'ensemble des services publics, la situation est tout autant catastrophique, et la nouvelle cure d'austérité que semble vouloir nous préparer la majorité présidentielle, n'augure rien de bon pour l'avenir des agents, de la population, et notamment les plus précaires.

Des rappels utiles, qui confortent l'idée que c'est donc tous ensemble que nous devons lutter, parce que notre combat est un seul et même combat : celui de la dignité et de la justice sociale.

Ce qui nécessite une rupture avec les stratégies mortifères des donneurs d'ordres et des politiques néolibérales en France et dans l'Union Européenne.

Pour obtenir la prise en compte de nos propositions, nous devons amplifier les mobilisations à partir des entreprises, des administrations, et en convergence de luttes sur les territoires.

Ils veulent nous faire croire que tout est perdu, que la désindustrialisation est une fatalité, que le démantèlement des services publics est inévitable, que la société doit évoluer vers l'individualisme capitaliste, où solidarité et fraternité sont exclues, pour laisser la place à sa financiarisation totale de l'économie...

Mais ils sous-estiment une chose essentielle : notre force collective !

DAMIEN PAGNONCELLI REPRÉSENTANT LA CONFÉDÉRATION



C'est avec beaucoup de satisfaction que j'ai participé à votre Comité Général.

Premièrement, parce que c'est la première fois que je représente la confédération en Seine-Maritime, mais surtout parce que j'y ai vu une CGT mobilisée.

Une participation importante, c'est à souligner dans cette période anxiogène, mais aussi beaucoup d'échanges et de nombreuses interventions de qualité.

Ces deux éléments montrent que vous avez une UD qui vit et je le répète dans cette période compliquée, il est important de valoriser ce qui est positif.

Les échanges ont montré qu'il y avait une forte adhésion sur le document d'orientation et que les décisions prises n'étaient pas remises en cause. Pas de remise en cause de l'équipe. C'est toujours important de le souligner à mi-mandat.

Pour autant, je note et ce n'est pas propre à votre département, que l'on a toujours du mal à dépasser les constats pour faire des propositions en partant de nos réalités.

C'est un exercice difficile mais nécessaire, qui suppose d'être au plus près de nos adhérents..

C'est d'ailleurs ce que nous souhaitons porter au niveau confédéral, avec notre campagne de « congrès de syndicats » : affiner, au plus près des territoires et des entreprises, nos liens avec nos adhérents, prendre le pouls de ce qui se dit, se pense et apporter notre vision, nos propositions au débat pour l'enrichir.

A l'heure où le monde paraît si incertain, il est nécessaire de donner des outils de compréhension, en somme de soigner notre organisation CGT.





Déborah MAUGER, 42 ans, assistante médicale au Centre Henri Becquerel, représentante syndicale CGT. Julie CARPENTIER, 38 ans, assistante de gestion, élue CGT.

DÉBORAH ET JULIE, DEUX JEUNES CAMARADES DE LA SANTÉ DU CENTRE HENRI BECQUEREL, PARTICIPAIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS À UN COMITÉ GÉNÉRAL, L'INFO LUTTES LEUR A DONNÉ LA PAROLE.

Qu'avez-vous pensé de cette journée ?

C'était une journée très enrichissante autant sur le contenu que sur les personnes rencontrées.

Quelles sont les idées fortes que vous retiendrez ?

Beaucoup de choses ont été dites, mais pour nous, ces quatre points sont essentiels :

- la nécessité de combattre la guerre
- lutter contre les licenciements dans l'industrie
- refuser les budgets d'austérité contre l'hôpital et l'école
- organiser la résistance pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites

En tant que femmes et jeunes, quel message avez-vous envie de faire passer à vos collègues concernant la CGT ?

Que sans nos luttes au quotidien nous aurions encore moins que ce que l'on a actuellement et que l'on a besoin de nouveaux camarades.

Qu'il y a des formations syndicales très intéressantes pour se perfectionner sur tous les sujets comme par exemple : «comment se sert-on du droit pour appuyer nos revendications?», «les 5 droits d'alerte», «mieux travailler ensemble entre élus du CSE» et bien d'autres ... donc tout le monde est le bienvenu pour porter les idées et les revendications de la CGT.

**HERVÉ APPIA DOFFOU
46 ANS AGENT DE SÉCURITÉ
À PRÉVENTION 76**

Je suis syndiqué depuis 4 ans et c'est mon premier Comité général.

Clairement c'est une bonne expérience. J'ai trouvé les échanges intéressants et enrichissants, c'est plutôt bien d'écouter et de comparer avec les expériences des autres, ça montre qu'on n'est pas tout seul à vivre des difficultés et des injustices.

C'est d'ailleurs pour ces raisons que j'ai adhéré à la CGT, car c'était le seul syndicat que je voyais se battre dans la rue et dans la lutte contre les inégalités.

Mon engagement actif dans la CGT est porté par le souhait de gagner (enfin) de belles victoires.

Nouvellement élu au niveau de ma boîte, c'est avec cet objectif que je voudrais impliquer plus les salariés.

Mais je souhaite aussi que les élus et plus généralement les adhérents soient plus dans l'interpro, car actuellement je trouve que c'est un peu faible.





La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



La Macif,
c'est **vous.**

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

RÉGULARISATION DES SANS PAPIERS ET DES APPRENTIS



RÉGULARISATION DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS !

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE SEINE-MARITIME (76)
189 RUE ALBERT DUPUIS 76000 ROUEN

TÉL : 02.35.58.88.60 - E-MAIL : UD@CGT76.FR

SITE : cgtud76.fr



Non aux expulsions d'apprentis et jeunes travailleurs !

Ils sont arrivés en France Mineurs Non Accompagnés au terme d'un long voyage et au péril de leur vie, ils ont dépassé bien des épreuves. Ils ont été confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance et pris en charge par les travailleurs sociaux de la Protection de L'Enfance, soutenus par des enseignants et des employeurs. La France a investi sur ces jeunes, le département a alloué des budgets, des travailleurs sociaux les ont accompagnés pour soutenir leur insertion professionnelle. Ils ont été orientés vers des apprentissages, dans les secteurs où les employeurs peinent à recruter. Aujourd'hui, ils finissent leur apprentissage ou travaillent après avoir obtenu leur diplôme. Ils/elles sont maçons, boulangers, couvreurs, bouchers, cuisiniers, électriciens, serveurs

Et pourtant, à l'âge de leur majorité la préfecture casse tout ce travail en leur refusant leur titre de séjour et en leur délivrant des OQTF (obligations de quitter le territoire français) en général sous prétexte d'anomalies sur leur acte de naissance. C'est insupportable !

Le Réseau de Solidarité avec les Migrants et l'Union Départementale CGT de Seine Maritime qui revendiquent la régularisation des travailleurs sans-papiers, ne peuvent accepter que les espoirs de ces jeunes travailleurs soient ainsi brisés, qu'ils perdent leur droit au séjour, leur travail, leur logement et se retrouvent bien souvent dans des conditions de vie indignes.

Nous refusons ce licenciement collectif, cette fabrique administrative de sans-papiers !

Nous vous invitons à nous rejoindre pour une marche symbolique qui partira du Conseil Départemental - ASE jusqu'à la Préfecture afin de retracer leurs parcours.

MARCHE POUR L'AVENIR DES JEUNES TRAVAILLEURS

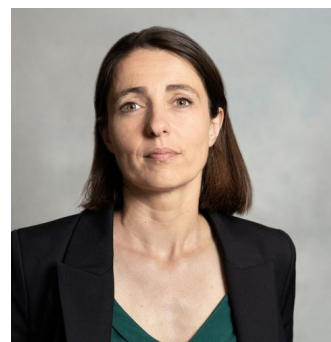


Lundi 31 MARS

Départ :
Cours Clémenceau
Conseil Départemental
17H00

Arrivée : Préfecture
18H00

DOSSIER RETRAITES



On ne lâche rien !



La CGT demande des éclaircissements sur l'organisation des concertations retraites.

Dans un courrier adressé au 1er Ministre, Sophie Binet lui rappelle l'urgence d'abroger la réforme des retraites, étape vers la retraite à 60 ans que nous défendons.

Lors de sa déclaration de politique générale le premier ministre a annoncé la mise en place de concertations sur les retraites avec pour seule exigence de ne pas dégrader l'équilibre financier. Le rapport de la cour des comptes a confirmé les chiffres du COR, indiquant qu'il n'y a ni déficit caché, ni dérive incontrôlée des régimes de retraites.

Ce même rapport confirme ce que les organisations syndicales disent depuis 2 ans : la violente réforme de 2023 n'a même pas permis de rétablir les comptes. Il faut donc abroger cette réforme et concentrer le débat sur les leviers pour augmenter les recettes de nos régimes de retraites.

1) Contrairement à sa déclaration de politique générale, F. Bayrou formule une nouvelle exigence de rétablir l'équilibre financier des retraites à l'horizon 2030.

Alors que l'objectif initial était de financer l'abrogation de la réforme pour qu'elle soit neutre pour les finances publiques - soit, d'après les chiffres de la cour des comptes un besoin de financement de 10 milliards environ à l'horizon 2030 - l'addition est ainsi alourdie de 6,6 milliards en 2030 et 15 milliards en 2035, ce qui change considérablement la donne et laisse à penser que ces concertations visent à réaliser une nouvelle réforme !

Pour la CGT, les concertations n'ont même pas débuté qu'elles sont déjà corsetées de façon inacceptable.

2) A défaut d'accord, la loi actuelle s'appliquera. Ceci revient à placer le patronat en position de force. Il le martèle, il tient à cette réforme et n'aura donc aucun intérêt à faire des concessions puisqu'il sait qu'en l'absence d'accord, la réforme continuera à s'appliquer !

La réforme des retraites a été imposée sans vote du parlement, contre l'avis d'une large majorité de françaises et de français et malgré une mobilisation sociale historique, il s'agit donc aussi d'un enjeu démocratique.

3) Ces concertations sont ouvertes pour renforcer notre système par répartition. Elles ne peuvent donc pas avoir pour objet d'introduire un régime par capitalisation qui confierait nos retraites à des fonds spéculatifs.

C'est ce système par répartition qui est notre meilleure garantie face aux incertitudes financières, environnementales voire géopolitiques qui menacent nos sociétés.

Pourtant, face à la demande insistante du patronat, vous n'avez pas écarté la capitalisation des concertations qui s'ouvrent. Nous vous demandons un engagement clair sur ce point.

4) Enfin, Les discussions sur le régime général doivent se tenir avec les organisations représentatives, et toutes les autres discussions plus transversales, ayant un impact sur l'ensemble des régimes, doivent associer l'ensemble des organisations syndicales et patronales.

Nos propositions pour financer l'abrogation de la réforme des retraites sont prêtes, nous vous les avons remises dès janvier. Cependant, les concertations ne pourront avancer de façon équilibrée si les quatre points listés ci-dessus ne sont pas clarifiés.

Pour en savoir plus sur le dossier retraites [lien ici](#)

DÉCRYPTAGE

SÉCURITÉ AU TRAVAIL : LA JUSTICE CONDAMNE SAIPOL

Après 7 ans d’instruction et une journée et demie d’audience, la décision du tribunal correctionnel, est sans appel :

**SAIPOL est condamnée à 250 000 € d’amende
SNAD est condamnée € à 150 000 € d’amende**

Pour rappel, le 17 février 2018, 2 salariés d’une entreprise de sous-traitance de nettoyage industrielle, la SNAD, sont décédés lors de l’explosion de l’usine SAIPOL à Dieppe. Le bilan aurait pu monter à 9 morts si l’explosion s’était produite quelques minutes plus tôt.

A la demande de la CGT et des autres parties civiles, le tribunal a requalifié, contre l’avis du parquet, les infractions en violation délibéré d’une obligation particulière de sécurité prévue par la loi, confirmant que SAIPOL avait connaissance et conscience de violer volontairement la réglementation notamment en ne faisant pas évacuer le site alors que les explosimètres sonnaient !

C’EST UNE PETITE VICTOIRE !

Si la CGT est satisfaite de cette condamnation, l’amende représente pour la société SAIPOL moins de 0,3 % des 135 millions d’euros de bénéfices pour la seule année de 2022.

C’est donc de l’argent de poche pour le géant des huiles dont le groupe AVRIL est dirigé par le président de la FNSEA.

Pour éviter les morts et les accidents graves, il faut en finir avec la complaisance envers la délinquance patronale !

Pour la CGT, il est nécessaire que les dispositions du code du travail comme du code pénal soient modifiées afin que l’amende maximale encourue soit en proportion du chiffre d’affaires comme cela existe notamment en matière de fraude fiscale, de délits boursiers.

QUAND LES CONDAMNATIONS COÛTERONT PLUS CHÈRES QUE LA PRÉVENTION, LES POLITIQUES D’ENTREPRISES CHANGERONT !



Pour la CGT, il est nécessaire que les cadres dirigeants qui décident de maintenir des situations dangereuses soient poursuivis personnellement en correctionnel, convaincue que le risque de prison ferme peut faire que la santé et la sécurité deviennent une réelle priorité.

POUR LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LA CGT EXIGE :

- La suppression de la sous-traitance et des contrats précaires dans les activités à risques
- Le retour des CHSCT supprimés par le président Macron et dans l’urgence des moyens supplémentaires pour les CSE et CSSCT pour faire arrêter les activités à risques.
- Le renforcement des effectifs de l’inspection du travail avec des moyens juridiques renforcés
- Le renforcement de la Médecine du Travail et des services de prévention des CARSAT
- Une protection efficace des travailleurs qui utilisent leur droit de retrait en cas de danger grave et imminent.

APRÈS LE PROCÈS, LE COMBAT CONTINUE !

LA CGT APPELLE À DES RASSEMBLEMENTS REVENDICATIFS, CONTRE LES MORTS ET LES BLESSÉS AU TRAVAIL, LE 28 AVRIL PROCHAIN, À L’OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL.



L'INTERVIEW



LÉPINE FLORENCE SYNDICAT CGT FRANCE TRAVAIL

Bio express

Age : 54 ans

Ce que tu aimes :

musique, culture, lecture, arts de la rue

Ce que tu détestes :

Tous les genres de dictatures

Ton lieu préféré : le monde

Ta citation préférée : aucune

Question : Lors du Comité Général tu as été élue à la CE de l'UD, peux-tu présenter ton parcours militant ?

Je suis issue de l'éducation populaire. Animatrice dès 16 ans, directrice de centre de vacances, formatrice volontaire BAFA et BAFD, enseignante dans l'éducation spécialisée. Je me suis investie dans des sujets tel que les vacances pour tous, sans discrimination sociale ou de situation de handicap. C'est en accédant à mon premier emploi en CDI à l'ANPE dans l'Est de la France que j'ai rencontré la CGT, les militants du bassin de la sidérurgie...

J'ai adhéré rapidement aux valeurs de la CGT au travers de la défense des salariés et particulièrement de leurs conditions de travail. Ayant peu de droit syndical sous le statut particulier de l'ANPE, j'ai été élue dès la première année de la création de Pôle Emploi avec la convention collective de droit privé en 2010 comme déléguée du personnel durant 8 ans, puis mandatée CHSCT 4 ans, puis déléguée syndicale 4 ans et maintenant élue CSE et mandatée CSSCT.

Question : ANPE, pôle emploi, France Travail, derrière les ravalements de façade, à grand renfort de communication, comment ont évolué vos missions ?

Lorsque j'ai commencé à l'ANPE j'ai été formée en alternance durant 6 mois. J'ai donc été formée à accompagner tous les privés d'emploi vers l'emploi, la formation ou le social. J'ai appris à être complètement autonome dans la création de mes outils de travail. Autonome aussi dans ma négociation d'offre ou d'action avec les entreprises et les acteurs financiers des départements ou des régions pour les financements d'action de formation.

Aujourd'hui, je reçois des privés d'emploi, un questionnaire pré défini m'est imposé, puis je dois orienter la personne vers un partenaire privé qui est donc rémunéré pour faire mon métier.

Avec la loi plein emploi et un peu avant, s'est ajoutée à mon emploi la traque aux soi-disant fraudeurs. Je dois signaler des privés d'emploi à l'équipe de contrôle de la recherche d'emploi, acte que je ne fais pas bien sûr. Je perds la main sur la suppression des sanctions et je ne crée plus aucun outil pour accompagner les privés d'emploi.

Je n'ai plus aucun contact avec les entreprises, ce qui me paraît complètement fou. J'alimente l'IA pour orienter les demandeurs d'emploi tous les jours.

Question : Vous appelez dans le cadre d'une intersyndicale à une journée de grève le 1^{er} avril, ça ressemble à un poisson ?

Oui, on aimerait bien transformer la loi plein emploi en poisson d'avril ! Mais malheureusement aujourd'hui, on se bat pour nos conditions de travail, mais à la CGT, on se bat aussi pour un traitement digne et humain des personnes privées d'emploi qui sont stigmatisées comme étant la raison du problème économique rencontré par la France.

Le libéralisme s'exprime dans tous les domaines et toutes les couches de notre société. Il touche encore plus les familles qui n'ont plus de repère "travail" ni de ressources. La loi plein emploi a pointé du doigt les allocataires et bénéficiaires du RSA. Cette stigmatisation négative est une honte dans une démocratie et une société construite à la base sur une mutualisation des cotisations pour reverser aux plus en difficulté.

Cette société n'existe plus à partir du moment où l'on demande "un retour sur investissement" ! Le capitalisme induit ce traitement inhumain des privés d'emploi.

Question : Le monde paraît incertain, comment vois-tu l'avenir ?

Pour le moment, je ne suis pas très positive mais parce que les élus-es ont la tête dans le guidon et se battent contre ce qu'il y a de pire dans notre société : la déshumanisation.

J'ai peur pour mes enfants. Ils ont déjà envie d'aller voir ailleurs dans le monde comment ça se passe et j'ai bien peur qu'ils ne trouvent pas beaucoup mieux. Je suis inquiète pour les droits de la femme et le combat qui sera celui de ma fille pour garder une place libre et respectée dans notre société.

L'extrême droite est un danger. J'ai une famille mixte comme on dit, avec des enfants métis. L'Europe et le monde d'aujourd'hui ne me semblent plus vraiment un lieu sûr pour vivre pour eux. **Tous dans la rue samedi 22 mars !**

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

INVESTITURE DE TRUMP : QUELLE SITUATION POUR LES TRAVAILLEURS ?

Les images de l'investiture de Trump, montrant les milliardaires les plus riches du monde au premier rang, ne laissent aucun doute sur les intérêts qu'il sert.

Les mesures annoncées contre les travailleurs américains sont claires : mettre à la porte par tous les moyens une partie des fonctionnaires, couper dans les budgets fédéraux et remettre en cause des services publics...

En France, on voit des ministres et grands patrons venir saluer ces mesures ou s'en inspirer. Après tout, Bernard Arnault, première fortune française, était lui-même présent à l'investiture de Trump.

En novembre dernier avait été annoncée la nomination d'Elon Musk, première fortune mondiale, à un "ministère de l'efficacité gouvernementale" dans l'objectif de réduire de 30% les dépenses publiques.

On se souviendra de la réaction du ministre de la fonction publique d'alors, Guillaume Kasbarian : "Félicitations pour avoir accepté ce super défi Elon Musk ! J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie [...]" Nul doute que cet enthousiasme trouve sa continuité dans le gouvernement Bayrou, qui a fait passer son budget d'austérité par 49.3...

Trump a pris des décrets pour expulser des millions de migrants des États-Unis. Dans ses discours, tout migrant se retrouve assimilé à un criminel.

Un trait qui rappelle les déclarations de Bayrou qui parle de "submersion migratoire", et du ministre Retailleau qui reprend les termes de Bayrou en précisant que le problème est qu'à Mayotte, "ce sont des musulmans, ils sont noirs" !



Les aspirations brutales de Trump sont particulièrement criantes en ce qui concerne la situation en Palestine. Il y a eu la signature d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, et les images d'espoir qui ont suivies montrant des centaines de milliers de Palestiniens retournant vers le nord de Gaza malgré la destruction totale.

Mais pendant ce temps, les attaques de l'armée israélienne s'intensifient en Cisjordanie (une autre région de la Palestine), et Trump annonce vouloir occuper la bande de Gaza et déporter les 2 millions de palestiniens qui y vivent vers l'Égypte et la Jordanie.

Les manifestations de travailleurs, et notamment de jeunes, se multiplient aujourd'hui aux États-Unis contre les mesures de Trump.

Liberté pour le Dr Hussam Abu Safiya !

Le 24 février, le comité général de l'UD 76 a voté une motion appelant à la libération du Dr Hussam Abu Safiya, un médecin arrêté et torturé par l'armée israélienne devenu le symbole du sort réservé à de nombreux soignants palestiniens. Malgré le cessez-le-feu à Gaza, il n'a toujours pas été libéré.
Signez l'appel pour sa libération !



L'AGENDA



31 MARS À 17H DEVANT LE CD
RASSEMBLEMENT POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

25 et 26 mars 2025

Assises de la santé et la sécurité des travailleurs-ses

Bourse du travail de Paris,
3 rue du Château d'eau Paris 10e

S'armer pour des actions militantes. S'outiller pour agir sur le terrain. Construire des lieux de la santé au travail une grande cause publique.

25 & 26 MARS 2025
ASSISES DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ
BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS



8 JUILLET 2025
PASSAGE DU TOUR DE FRANCE À ROUEN

VO IMPÔTS 2025
VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS PAS À PAS

Ne payez pas 1€ de trop

LA SEULE REVUE À JOUR DE LA LOI DE FINANCES 2025

- PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**
Couples : passage obligatoire au taux individualisé
- SERVICES À LA PERSONNE**
Nouvelles règles pour votre déclaration
- QUOTIENT FAMILIAL**
Les plafonds changent

AVEC NOTRE BARÈME EXCLUSIF, VÉRIFIEZ EN UN CLIN D'ŒIL SI VOTRE IMPÔT AUGMENTE

VO IMPÔTS 2025
Votre déclaration de revenus pas à pas

Votre hors-série VO impôts 2025, à jour de la loi de finances 2025 et avec son barème exclusif 2025.

- Prélèvement à la source
- Couples : passage obligatoire au taux individualisé
- Services à la personne
- Nouvelles règles pour votre déclaration
- Quotient familial

Les plafonds changent
Hors série VO impôts 2025, parution le 13 mars 2025.

la cgt La CGT vous propose un 1er Mai **REVENDICATIF ET FESTIF**

1^{er} MAI 2025

Expositions **Buvette**
Restauration **Guinguette**
Sur réservation 15h-19h
Foire aux livres **Débats**
Sur inscription

10h00
Manifestation Rouen
13h00 - 19h00
Grange du Grand Aulnay
76120 Grand Quevilly

130 ans 1895 / 2025
d'Histoire, de Victoires!

Inscriptions et réservations : Union Locale Quevilly-Couronne
Tel. : 06 30 68 57 43 @ : ulcgt.quevillycouronne@orange.fr



HOMMAGE À MARCEL PAUL
8 AVRIL À 10H30 - SQUARE MARCEL PAUL À PETIT-QUEVILLY

la cgt TÉLÉCHARGEZ VOTRE NOUVELLE APPLICATION !
Une nouvelle appli pour l'UD 76

Activez les notifications pour être au courant de toutes les infos de l'union départementale !

Actualités

Téléchargez ici

Créez votre profil pour :
Recevoir toutes les actualités,
Accéder à des infos pratiques,
Découvrir la CGT UD 76
Et bien d'autres choses...



Hommage à MARCEL PAUL
79 ans du statut des Industries Electrique et Gazières
80 de la Sécurité sociale par Ambroise Croizat

Cette année 2025 est marquée par les 79 ans du statut des IEG, mais aussi par les 80 ans de la Sécurité Sociale.

Aussi, l'Union Locale CGT Quevilly-Couronne, le syndicat énergie Rouen, les Instituts CGT, d'Histoire Sociale Mines-Energie (HISME) et de Seine-Maritime (IHS 76), sont heureux de vous convier à une manifestation d'hommage :

le 08 avril à 10h30, au square Marcel Paul - 76140 Petit Quevilly.



Pour une bonne organisation, merci de confirmer votre présence au plus tard le 02 avril 2025

Nom : _____ Prénom : _____
Participera : Oui Non Nbre de personnes : _____

ulcgt.quevillycouronne@orange.fr / 06 30 68 57 43 / 3 place Gabriel Péri 76120 Grandd Quevilly

CULTURE

CINÉ - DÉBAT

UNION LOCALE C.G.T. de ROUEN et sa REGION

INVITE

Zakia SEINTIGNAN

« FEMMES SOUS TOUTES SES COUTURES »



EXPOSITION PEINTURE

DU 07 MARS AU 02 AVRIL 2025



MAISON C.G.T.

187 rue Albert DUPUIS

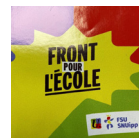
76000 ROUEN (Réseau ASTUCE - LIGNE 2 - ARRÊT LOUIS JOUVET)

OUVERTURE AU PUBLIC : Tous les MERCREDIS de 14h00 à 16h00 - GRATUIT

VERNISSAGE : VENDREDI 07 MARS 2025 à 18h00

Avec l'Artiste MARITA - Chant et Accordéon

CONTACT UL de ROUEN C.G.T. ul@cgt76.fr / Tel : 02.35.58.88.59



20 ans de la loi de 2005 des droits des personnes handicapées

L'heure est venue de nous mobiliser pour une école véritablement inclusive !

La loi du 11 février 2005 a été une victoire pour les droits des enfants en situation de handicap. Mais 20 ans plus tard, le constat est amer : **les moyens ne sont toujours pas au rendez-vous !**

Certes, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés a explosé depuis 2006. Mais les conditions restent inacceptables : classes bondées, formation insuffisante, et **les AESH cœur de l'inclusion sont les grands perdants de cette situation avec une très grande précarisation :**

- Un temps partiel imposé, avec seulement 2 à 3% des AESH à temps plein.
- Une formation théorique de 60 heures inadaptée à un métier essentiellement pratique.
- Un salaire dérisoire, la majorité des AESH étant payés sous le seuil de pauvreté.
- Un CDI accordé après 3 ans, sans garantie...

Nos syndicats sonnent l'alarme : l'inclusion ne peut plus attendre ! Nous revendiquons :

- ✓ Un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH,
- ✓ Des effectifs allégés,
- ✓ Plus de moyens humains et de postes adaptés,
- ✓ Une formation spécialisée renforcée,
- ✓ Du temps pour la concertation en équipe,
- ✓ Un soutien aux collectivités pour l'accessibilité,
- ✓ Notre voix dans les décisions.

Il est temps que l'Éducation nationale passe à l'action !

Sans réaction du ministère, c'est l'avenir de l'école inclusive qui est en jeu. Nous ne laisserons pas faire !

Battons-nous pour une éducation accessible à toutes et tous, sans exception. L'école doit s'adapter à chaque enfant, pas l'inverse !

Faisons entendre notre voix ! Rejoignez-nous :

À Rouen, le 26 mars 2025 à 17H30 à la salle de la **Rotonde (200 rue Albert Dupuis , 76000 ROUEN)**

Pour une projection et un débat engagé. Ensemble, exigeons un vrai plan d'action pour une école inclusive digne de ce nom !

C'est maintenant qu'il faut agir pour bâtir une école qui accueille réellement chaque élève selon ses besoins. Unis, nous vaincrons !

Partagez massivement cet appel, venez nombreux et nombreuses aux projections-débats, et mobilisez-vous dans vos établissements ! Ensemble, faisons de l'école inclusive une réalité !

LUNDI 31 MARS A 18H VERNISSAGE DE L'EXPOSITION 50^E ANNIVERSAIRE DU DÉSARMEMENT DU FRANCE

VILLE DE
DIEPPE
ce sont nos vies qui font la ville

Nicolas Langlois
maire de Dieppe,
conseiller départemental

Sébastien Jumel
président de l'agglomération
Dieppe Maritime

L'Union Locale des syndicats CGT
de l'agglomération dieppoise

L'Institut CGT d'histoire sociale
de la Seine-maritime

La Municipalité

ont le plaisir de vous convier au vernissage de l'exposition

**50^e anniversaire du désarmement
du France, la navale française
du déclin à la résurgence**

Lundi 31 mars à 18 heures
hall de l'hôtel de ville de Dieppe

exposition visible jusqu'au 18 avril 2025.

Plus rapide, plus écologique : recevez vos invitations par courriel.
Envoyez vos coordonnées à invitations@mairie-dieppe.fr

La Ville de Dieppe est en conformité avec la RGPD (réglementation en matière de protection des données).
Informations sur www.dieppe.fr. Les photographies ne violent pas les secrets de cet événement, garantissant
dans le respect de votre vie privée, leur diffusion sous réserve de votre accord.

Événement financé par la Ville de Dieppe et la Région Normandie.



20 ans de la loi de 2005 des droits des personnes handicapées

**À Rouen, le 26 mars 2025 à 17H30
à la salle de la Rotonde (200 rue
Albert Dupuis , 76000 ROUEN)**

Projection et un débat engagé.
Ensemble, exigeons un vrai plan
d'action pour une école
inclusive digne de ce nom !